

LE MONDE FORESTIER

Rôle des forêts dans la gestion du climat

Renforcer le rôle du secteur forestier dans les programmes nationaux et internationaux d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets était le thème de la conférence Rôle des forêts dans la gestion du climat: recherche – innovations – investissements – renforcement des capacités, tenue à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) du 4 au 7 octobre 2008. Avec 22 pour cent des forêts mondiales et plus de 70 pour cent des forêts boréales, y compris la moitié du carbone terrestre de l'hémisphère Nord, la Fédération de Russie était le cadre idéal pour les débats sur le rôle de la gestion des forêts tempérées et boréales dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets.

C'était la troisième fois, en 2008, que la communauté internationale se réunissait pour analyser le rôle vital que joue le secteur forestier dans la réponse mondiale aux changements climatiques. La conférence complétait deux conférences internationales précédentes: la Conférence internationale sur l'adaptation des forêts et de la gestion forestière aux changements climatiques, notamment en ce qui concerne la santé des forêts (Umeå, Suède, août 2008), décrite en détail dans ce numéro d'*Unasylva*, et la Conférence sur les rôles des forêts boréales dans un contexte mondial (Harbin, Chine, septembre 2008), qui a mis l'accent sur le rôle des forêts boréales dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leur incidence.

La conférence de Saint-Petersbourg a été organisée conjointement par l'Agence forestière fédérale de la Fédération de Russie, la Banque mondiale et la FAO. Plus de 150 représentants de 30 pays ont participé aux sessions plénières, d'affiches et de groupes consacrées à la recherche, aux innovations et technologies, au renforcement des capacités humaines et aux investissements.

Les conclusions soulignaient la nécessité des actions suivantes:

- prise de conscience et renforcement du rôle de la gestion des forêts boréales aux niveaux national et international dans le cadre des futurs accords sur le climat;
- évaluations quantitatives, prévisions et recherche connexe, notamment sur le rôle des forêts dans les cycles régionaux du carbone;
- innovation dans les mécanismes financiers et les partenariats d'investissement, comme les programmes d'investissements écologiques;
- élimination des obstacles à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets conjoints dans le secteur forestier au titre du Protocole de Kyoto.

Réunions sur les changements climatiques en Pologne

La quatorzième Conférence des Parties (COP-14) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a marqué le point à mi-parcours du délai établi pour l'approbation d'un cadre décisionnel, à savoir décembre 2009, après l'expiration du Protocole de Kyoto, ainsi que prévu dans le Plan d'action de Bali en 2007.

La COP-14 et la quatrième Conférence des Parties représentant la réunion des Parties au Protocole de Kyoto (COP/MOP 4) étaient les événements centraux de la Conférence des Nations Unies sur

les changements climatiques, tenue à Poznań (Pologne) du 1^{er} au 12 décembre 2008. Quatre organes subsidiaires se sont réunis à l'appui de ces deux importantes conférences, y compris l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA). Une table ronde ministérielle faisait aussi partie des événements. Ces réunions ont attiré 9 250 participants, dont plus de 800 membres accrédités des médias.

Les principaux thèmes traités à Poznań portaient sur la coopération à long terme après 2012. D'importantes décisions ont concerné le Fonds d'adaptation au titre du Protocole de Kyoto, le transfert de technologies, le Mécanisme pour un développement propre (MDP), les moyens disponibles pour permettre aux pays industrialisés de s'acquitter de leurs engagements à réduire leurs émissions (y compris

Deuxième Journée de la forêt

Parallèlement à la COP-14, la deuxième Journée de la forêt s'est tenue à l'Université Adam Mickiewicz, à Poznań (Pologne), le 6 décembre 2008. L'accent portait sur l'incorporation des forêts dans les stratégies d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets aux niveaux mondial et national.

La deuxième Journée de la forêt a été accueillie par le Gouvernement polonais, le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) et les autres membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF). Après la réponse positive à la première Journée de la forêt, tenue pendant la Conférence sur les changements climatiques qui a eu lieu en décembre 2007 à Bali (Indonésie), la deuxième Journée a réuni près de 900 participants pour étudier des questions recouvrant plusieurs domaines, dont l'adaptation des forêts aux changements climatiques; la réduction de la dégradation des forêts grâce à la gestion forestière durable; le renforcement des capacités à réduire les émissions (REDD); et les moyens permettant d'intégrer la REDD dans le régime climatique mondial.

La Journée de la forêt comprenait également une exposition d'affiches et près de 40 événements collatéraux dont les thèmes concernaient la REDD pour le développement rural; les opinions des communautés autochtones et locales sur les forêts et le changement climatique; des mécanismes pratiques pour la mise en œuvre de la REDD pour assurer la conservation de la biodiversité et le bien-être humain; la REDD et la conservation et restauration des tourbières; et l'amélioration de la surveillance mondiale des forêts à l'aide d'une imagerie satellitaire précise.

Un sommaire de la deuxième Journée de la forêt, comprenant aussi bien des consensus que des points de désaccord, a été remis au Secrétaire exécutif de la CCNUCC et mis à la disposition des négociateurs à la COP-14. Le sommaire soulignait la nécessité des actions suivantes:

- inclure les forêts dans les mécanismes et stratégies d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets;
- assurer la pleine participation de la société civile aux processus de prise de décisions internationaux, régionaux, nationaux et locaux;
- reconnaître et respecter les droits des femmes, des pauvres et des populations autochtones.

celles émanant du secteur forestier), le renforcement des capacités, les communications nationales et des questions de méthodologie.

Des progrès ont aussi été réalisés en matière de réduction des émissions dues à la déforestation dans les pays en développement (REDD), thème qui a été traité tant pendant la session plénière du SBSTA que dans de nombreux groupes de contact et consultations informelles. Parmi ses recommandations, le SBSTA a invité le président à organiser une réunion d'experts pour examiner des questions de méthodologie liées aux niveaux de référence des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, proposer des directives pour promouvoir la préparation des pays en développement, et mobiliser un surcroît de ressources à affecter à la REDD, y compris la participation efficace des populations autochtones et des communautés locales.

Vers une réponse coordonnée du secteur forestier aux changements climatiques

Reconnaissant l'importance de la contribution des forêts à l'atténuation des changements climatiques, les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) ont élaboré un cadre stratégique visant à orienter la réponse du secteur forestier. Le document, lancé lors des réunions de Poznań (Pologne) en décembre 2008, est un plan d'action volontaire en faveur du secteur forestier mondial. Il soutient le processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), notamment le Plan d'action de Bali, ainsi que l'Instrument non juridiquement contraignant sur tous les types de forêts du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF). Le cadre jette les bases d'une réponse coordonnée du secteur forestier aux changements climatiques, notamment par l'adoption généralisée de la gestion durable des forêts et son intégration dans des stratégies de développement élargies.

Le PCF est une alliance volontaire de 14 organisations internationales qui réalisent d'importants programmes forestiers. Il vise à promouvoir la gestion, la conservation et la mise en valeur durable de tous les types de forêts, et à renforcer le soutien politique à long terme pour ces objectifs. Le PCF est présidé par la FAO; parmi ses autres membres figurent le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO), la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Centre mondial d'agroforesterie et la Banque mondiale.

Grâce à leur vaste expérience en matière de promotion de la gestion durable des forêts, de conservation des forêts, de réduction de la pauvreté et de gouvernance forestière, les membres du PCF peuvent faciliter la mise en œuvre d'approches globales du rôle des forêts dans l'atténuation des changements climatiques et la façon de

s'y adapter. Le PCF est lui-même un mécanisme par l'intermédiaire duquel les membres peuvent coordonner leurs actions relatives au climat. Réunissant leurs expériences collectives en matière de foresterie, les membres du PCF aideront les pays à se préparer au régime climatique consécutif à 2012.

Le document met en évidence six messages importants:

- La gestion durable des forêts fournit un cadre efficace pour l'atténuation des changements climatiques intéressant les forêts et l'adaptation à leurs effets.
- Les mesures d'atténuation et d'adaptation en matière forestière concernant les changements climatiques devraient être appliquées parallèlement.
- La collaboration intersectorielle, les incitations économiques et la promotion des occasions permettant d'entreprendre des activités rémunératrices de substitution sont essentielles pour réduire la déforestation et la dégradation des forêts.
- Le renforcement des capacités et des réformes de gouvernance s'imposent de toute urgence.
- La surveillance et l'évaluation précises des ressources forestières contribuent à la prise de décisions en connaissance de cause, mais imposent une plus grande coordination à tous les niveaux.
- Les membres du PCF s'engagent à adopter une approche concertée et globale de l'atténuation des changements climatiques et des moyens de s'y adapter.

Un résumé d'orientation et le texte intégral du Cadre stratégique du PCF pour les changements climatiques sont disponibles sur Internet: www.fao.org/forestry/cpf-climatechange

L'UICN établit son programme d'action pour l'environnement

La biodiversité est le fondement du bien-être des sociétés humaines et de leurs économies. Le Congrès mondial sur la conservation de 2008 a averti que le coût de la perte de biodiversité est plus élevé que celui des problèmes financiers auxquels le monde se heurte aujourd'hui. Tenu tous les quatre ans pour planifier les activités de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le congrès a eu lieu à Barcelone (Espagne) du 5 au 14 octobre 2008 et a réuni plus de 8 000 personnes.

L'UICN est l'organisation la plus ancienne au monde en matière de conservation; elle compte plus de 1 000 organisations membres et quelque 10 000 scientifiques volontaires dans plus de 150 pays. Pendant la réunion de Barcelone, l'assemblée des membres a élu un nouveau président et un nouveau conseil et a voté en faveur du programme de travail de l'UICN pour 2009-2012. Le nouveau président est Ashok Khosla, président de Development alternatives, une entreprise sociale dont le siège est à Delhi (Inde), qui se consacre à la promotion de technologies viables sur le plan commercial et respectueuses de l'environnement, destinées aux communautés rurales des pays en développement.

Les biocombustibles étant parmi les principaux thèmes traités, les membres ont fait appel aux gouvernements, afin qu'ils établissent des directives et des normes pour l'évaluation de projets concernant ces combustibles et qu'ils réglementent et gèrent leur production et

leur utilisation en vue de réduire les impacts défavorables éventuels sur les populations et l'environnement.

Le congrès a approuvé la REDD, qui vise la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts en vue d'atténuer les changements climatiques, à condition qu'il reste juste et équitable de le faire. Un atelier intitulé «Donnez un vote en direct» a été organisé, et plusieurs questions relatives à la REDD ont été posées aux participants. Les personnes interrogées ont admis qu'une solution unique n'était pas applicable à toutes les situations et que différentes approches étaient nécessaires pour répondre aux besoins de divers contextes.

Les droits des communautés autochtones et vulnérables ont également reçu beaucoup d'attention. Le congrès a amorcé l'élaboration d'un cadre éthique pour orienter les activités de conservation, y compris la réduction de la pauvreté, le respect des droits et l'abstention d'actions préjudiciables. Les membres ont fait appel aux gouvernements pour qu'ils tiennent compte des droits humains dans toutes les activités de conservation.

Parmi les engagements de haut niveau annoncés lors du congrès, figurent les suivants:

- La Fondation MacArthur s'est engagée à investir 50 millions de dollars EU dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets.
- Le Fonds Mohammad Bin Zayed pour la conservation des espèces investira 25 millions d'euros en faveur de la biodiversité mondiale.
- La Fédération de Russie s'est engagée à protéger une superficie supplémentaire de 80 millions d'hectares.
- Le Paraguay s'est engagé à réduire à zéro la déforestation nette d'ici à 2020.
- Un groupe de bailleurs de fonds a lancé la deuxième phase de l'Initiative pour l'eau et la nature afin d'améliorer la gestion des bassins versants.

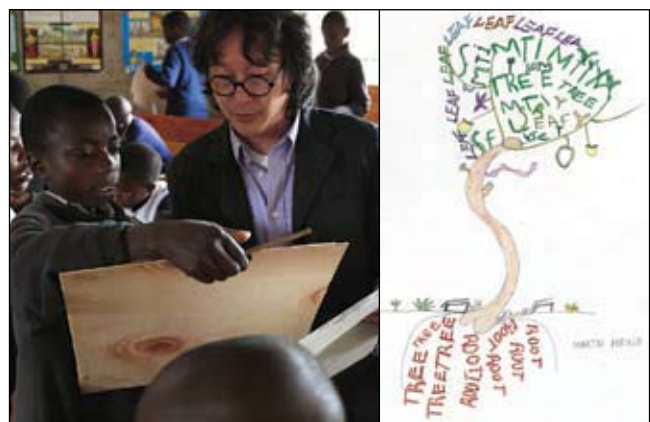
Les ministres indonésiens des forêts, de l'environnement, de l'intérieur et des travaux publics, dix gouverneurs provinciaux et le WWF, qui est l'organisation mondiale pour la conservation, ont annoncé leur engagement à protéger les forêts et les écosystèmes fragiles résiduels dans l'île indonésienne de Sumatra. Ces forêts abritent certaines des espèces les plus rares de la planète et fournissent des moyens d'existence à des millions de personnes. L'île a perdu 48 pour cent de son couvert forestier naturel depuis 1985. Plus de 13 pour cent des forêts résiduelles de Sumatra sont des forêts de tourbière situées sur les sols tourbeux les plus profonds du monde. Ces sols se dégradent après les défrichements et le drainage, libérant dans l'atmosphère de l'anhydride carbonique.

Pour plus d'informations sur le congrès, voir: www.iucn.org/congress_08/

Un artiste chinois et des enfants kényans organisent une vente aux enchères d'ouvrages d'art en faveur de la plantation d'arbres

Un projet lancé par un artiste chinois contemporain réunit des enfants, l'art et Internet pour planter des arbres au Kenya.

Les œuvres primées de Xu Bing sont centrées sur la relation entre l'art et l'écriture. Dans le cadre de son projet sur les forêts,



l'artiste organise des ateliers dans le parc national du mont Kenya à l'intention des enfants des écoles primaires locales. Les écoliers associent la calligraphie et l'art pour produire des dessins d'arbres en utilisant des formes d'écriture provenant d'une variété de cultures et de périodes historiques, y compris les pictogrammes du chinois ancien, les hiéroglyphes égyptiens, l'écriture cunéiforme, l'arabe, l'anglais et d'autres encore.

Les ouvrages des enfants sont ensuite vendus aux enchères par l'intermédiaire du site du projet. À l'heure actuelle, tous les revenus tirés de la vente des ouvrages vont à la Bill Woodley Mount Kenya Trust, une organisation dont le siège est au Kenya et qui se consacre à la préservation de l'écosystème du mont Kenya. Xu Bing a conçu ce projet forestier pendant un séjour dans le parc national du mont Kenya en 2005.

La disparité des revenus et des prix entre les pays plus développés et le Kenya est à la base du succès du projet. Pour le prix d'un trajet aller simple en autobus dans un pays développé, un ouvrage d'art créé par un écolier kényan peut servir à l'établissement de dix plantules. Le projet détermine ainsi un flux constant de fonds destinés à la plantation au Kenya de nouveaux arbres offerts par les pays développés.

En outre, un choix d'ouvrages réalisés par les écoliers du Kenya et un tableau représentant un vaste panorama peint par Xu Bing sont exposés aux États-Unis dans les musées de San Diego et Berkeley, en Californie, jusqu'à la fin de juin 2009.

Pour plus d'informations voir: www.forestproject.net